



Fédération Nationale
FNER
Pour l'Ecole Rurale



à

Monsieur Gilles de ROBIEN
Ministre de l'Education Nationale, de
l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
110, rue de Grenelle
75357 PARIS SP 07

PARIS, le 19 Juillet 2005

Monsieur le Ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention sur les conditions de la scolarisation en zone rurale et la nécessité de son amélioration. Aujourd'hui 24 % des élèves du primaire sont scolarisés en zone à dominante rurale. Plusieurs études montrent que les résultats des élèves scolarisés en zone rurale se situent plutôt au-dessus des moyennes nationales.

En revanche nous constatons chaque année que trop de postes d'enseignants en milieu rural souffrent toujours d'une image négative, et sont trop souvent occupés, par défaut, par des enseignants qui ne demandent qu'à en partir.

Aussi, soucieux d'améliorer le Service Public d'Education, nous demandons que soit incluse dans le cahier des charges pour les IUFM, une véritable formation aux aspects spécifiques de la pratique professionnelle en école rurale.

Les points indispensables à mettre en oeuvre, en termes de formation, seraient selon nous :

- « *gestion* » de l'isolement : le travail en réseau, l'utilisation optimale des TICE ; les personnes-ressources en milieu rural ;
- relations, dans un contexte de petite structure, avec les élus et la commune ; avec les parents ;
- ressources et équipements spécifiques (parfois plus sommaires mais plus disponibles) ;
- pédagogie en cours multiples : les concepts (multi-âge ...), les pratiques (organisation, outils professionnels...) ;
- fonctionnement d'une petite école ;

./...

- connaissance de la diversité et des spécificités du monde rural (cultures, géographie, démographie, formes d'organisation, etc ...) ;
- et d'une façon générale, mise en valeur "objective" des atouts de l'école rurale et du milieu rural, afin que les postes ruraux soient davantage choisis plutôt que subis par les enseignants.

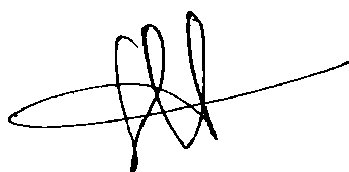
Nous sommes bien conscients que cette formation spécifique irait de pair avec un allongement de la durée de la formation professionnelle pour tous les enseignants du 1^{er} degré.

Nous pensons que des formes de co-formation, de tutorat, etc ..., sont également à développer (par exemple : accompagnement lors de la 1^{ère} année).

En tout état de cause, il nous semble indispensable que des postes IMF soient implantés en zone rurale, si possible sous forme de réseaux d'IMF en écoles rurales (et non regroupés dans les écoles d'application).

Les améliorations de la formation, particulièrement urgente en milieu rural, seraient de plus bénéfiques pour l'ensemble des futurs professeurs des écoles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.



Gilles MOINDROT
Co-Secrétaire Général
et porte-parole du SNUipp-FSU.



Luc BERILLE
Secrétaire Général
du SE-UNSA.



Jean-Luc VILLENEUVE
Secrétaire Général
du SGEN-CFDT.



Michel BARON
Secrétaire de la FNER.



Gérard PELLETIER
Président de l'AMRF.